

PLAÇONS LA SOLIDARITÉ AVEC ET ENVERS LES RÉFUGIÉS, AU CŒUR DES MARCHES POUR LA PAIX !



Combien de réfugiés noyés sont-ils nécessaires pour révolter notre conscience ?
Combien d'êtres humains campés dans des conditions inhumaines parce qu'ils ont seulement voulu se sauver d'un pays dévasté par la guerre ou par la misère, sont-ils nécessaires pour amener nos gouvernements à assumer leurs responsabilités ?

Combien de violations du droit à l'asile par des États pourtant signataires de conventions officielles, sont-elles nécessaires pour mobiliser la communauté internationale ?

Victimes de conflits pour la redistribution des sphères d'influence à l'échelle étatique ou interétatique, de régimes liberticides et antidémocratiques, d'injustice sociale et d'inégalités économiques flagrantes à l'échelle nationale et dans le domaine des relations internationales, de dégradation de l'équilibre environnemental suite à une surexploitation des ressources naturelles, le

nombre de personnes en déplacement forcé ne cesse d'augmenter chaque jour. Surtout après les interventions extérieures et les guerres dévastatrices en Afghanistan, en Iraq, en Syrie, en Libye ou en Afrique sub-saharienne, les rescapés originaires de ces pays, souhaitant demander refuge au sein de l'UE, se sont multipliés.

Obligé(e)s de fuir pour survivre, ils doivent faire face de plus en plus souvent, à des frontières fermées, barbelées, barricadées, les privant de leur droit au libre déplacement. Leur vulnérabilité et leur impuissance exploitées par des trafiquants sans scrupules, ils et elles sont poussé(e)s à risquer leur vie afin de contourner ces obstacles. Arrivé(e)s à leur destination souhaitée ou imposée, ils affrontent très souvent des politiques d'enfermement, de cantonnement dans des centres de détention ou des camps improvisés, des restrictions de leurs libertés individuelles, des violations des droits fondamentaux de l'être humain, des conditions humiliantes pour leur dignité, des exploitations dans le marché du travail.

A côté de ces phénomènes d'exclusion ou de discrimination, des initiatives de soutien et de solidarité à leur égard se sont également manifestées au niveau personnel ou collectif.

Nous toutes, nous tous, citoyennes et citoyens en marche aujourd'hui pour témoigner de notre adhésion aux principes de la culture de la paix, nous devons relayer autour de nous, par nos actes et nos discours, cet élan de solidarité ! Nous sommes tous concernés par la tragédie des réfugiés ! A la fois en tant qu'êtres humains et en tant que membres de sociétés co-responsables de leurs malheurs. N'oublions pas que les conflits à l'origine du déplacement des réfugiés de nos jours, sont en partie le résultat d'ingérences extérieures, présentées tantôt comme humanitaires, tantôt comme pacificatrices, par des pays divers et variés, dont certains membres de l'UE, agissant tous seuls ou sous l'égide de l'OTAN.



N'oublions pas que la solidarité à l'échelle de l'État ne relève pas seulement d'un acte d'humanisme mais aussi d'un devoir qui découle des engagements pris lors de la rédaction des textes fondamentaux de l'UE et de la signature de conventions internationales concernant le droit à l'asile.

Condamnons les politiques inhumaines et criminelles de la fermeture des frontières et des marchandages cyniques avec des pays frontaliers de l'UE, visant à empêcher l'acheminement des réfugiés vers d'autres régions de cette union. Exigeons au contraire, de la part du gouvernement français et des autres gouvernements de l'UE de sécuriser les parcours, d'établir des voies légales d'immigration pour ceux qui fuient des situations conflictuelles, d'instaurer des « visa-asile », d'accueillir les migrants sur l'ensemble de ses territoires conformément au principe d'une réparation équitable et proportionnelle entre les pays-membres, de développer de structures d'intégration dans les sociétés locales.

Ne cédon pas aux discours haineux, nationalistes et racistes de groupes ou partis politiques, s'opposant à l'accueil des réfugiés et déclinant tout brassage culturel ou tout modèle de société multiculturelle. Combattons les amalgames qu'ils diffusent entre réfugiés et terroristes et dévoilons la récupération qu'ils tentent, des valeurs de la laïcité, afin de diviser la société française et mieux cacher leur intolérance à l'égard de la religion musulmane.

Exhortons nos gouvernements à favoriser un règlement pacifique des conflits en cours, et la négociation d'un ordre démocratique et pacifique sur les régions tourmentées. Pour ce faire, redonnons à l'ONU les moyens pour qu'elle puisse exercer sa mission d'arbitre pacificateur !

Dénonçons un commerce d'armes florissant (1 800 milliards de dollars de dépenses militaires dans le monde en 2014 contre 8,4 milliards de dollars pour les opérations de Paix de l'ONU), dont l'étendue contribue, ne serait-ce de manière indirecte, à la poursuite et à l'escalade des conflits en cours, et dont les principaux 'bénéficiaires' en termes économiques, sont les principaux pays exportateurs.

Arrêtons les soutiens directs ou indirects à des régimes autoritaires et totalitaires à des fins purement géoéconomiques et géostratégiques.

Créons les conditions d'un monde économiquement juste et solidaire et œuvrons pour une redistribution des richesses accumulées de manière inégalitaire et illégale à l'échelle planétaire, à travers les pratiques de néo-colonialisme et de concurrence déloyale.

Assumons nos responsabilités devant les générations futures censées de juger notre civilité et humanité à l'aune de nos attitudes présentes face aux populations persécutées et vulnérables. Souvenons-nous des expériences des réfugiés de passés récents, ayant participé à la construction de la société française et d'autres sociétés de l'UE, et respectons la mémoire de toutes celles et ceux qui se sont battus pour qu'une crise d'accueil ou de solidarité, ne puisse plus se produire et coûter la vie à des êtres humains cherchant désespérément à se mettre à l'abri de pogroms et de pratiques d'extermination.

*Le Mouvement de la Paix
Paris, le 6 septembre 2016*

